

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHE

Marché de travaux

pour la déconstruction du bâtiment C Port de Wambrechies

(Travaux de désamiantage, déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets).

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
Commun aux 2 lots

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

SOMMAIRE

| | |
|---|--|
| PREAMBULE | |
| Objet du dossier. | |
| Désignations des intervenants. | |
| 1. LOT 00 - DONNEES COMMUNES : PRESENTATION DU PROJET | |
| 1.1 Décomposition de phase de travaux..... | |
| 1.2 Allotissement..... | |
| 1.3 Descriptif général..... | |
| 1.4 Le site..... | |
| 2. LOT 00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES D'EXECUTION | |
| 2.1 TEXTES REGLEMENTAIRES..... | |
| 2.1.1 Réglementation..... | |
| 2.1.2 Respect des normes..... | |
| 2.1.3 Oublis et omissions..... | |
| 2.1.4 Sécurité et protection de la Santé sur le chantier | |
| 2.2 ETAT SITE EXISTANT | |
| 2.2.1 Constats avant travaux..... | |
| 2.2.2 Période de préparation | |
| 2.2.3 Contraintes des sites | |
| 2.3 ORGANISATION DU CHANTIER | |
| 2.3.1 Contrôle interne..... | |
| 2.3.2 Responsabilités pour vols et dégradations..... | |
| 2.3.3 Coordination | |
| 2.3.4 Personnel et main d'œuvre | |
| 2.3.5 Plan de recollement | |
| 2.4 DEROULEMENT DES TRAVAUX | |
| 2.4.1 RDV chantier – Périodicité - CR | |
| 2.4.2 Prise de possession du chantier | |
| 2.4.3 Accès des riverains | |
| 2.4.4 Végétation | |
| 2.4.5 Tenue de chantier | |
| 2.4.6 Protections des ouvrages et plantations | |
| 2.5 CABLES, CANALISATIONS ET OUVRAGES SOUTERRAINS..... | |
| 2.5.1 Réseaux existants, concessionnaires et propriétaires de réseaux | |
| 2.5.2 Câbles électriques et conducteurs souterrains | |
| 2.5.3 Câbles de télécommunication | |
| 2.5.4 Dispositions relatives aux canalisations de gaz | |
| 2.5.5 Dispositions relatives aux canalisations d'eau potable | |
| 2.5.6 Déconstructions des ouvrages rencontrés dans les fouilles | |
| 2.5.7 Coupure des branchements | |
| 2.5.8 Couverture et protections des réseaux | |
| 2.6 MODES D'EXECUTION DES TRAVAUX | |
| 2.6.1 Nature des terrains rencontrés | |
| 2.6.2 Dispositions des ouvrages et estimations | |
| 2.6.3 Exécution des tranchées | |
| 3. LOT 01 - DECONSTRUCTION | |
| 3.1 DIAGNOSTICS PREALABLES..... | |
| 3.1.1 Diagnostics termites..... | |

| | | |
|-------|--|--|
| 3.1.2 | Diagnostics Amiante..... | |
| 3.1.3 | Diagnostics Plomb..... | |
| 3.1.4 | Diagnostics Déchets..... | |
| 3.2 | CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX | |
| 3.2.1 | Installations de chantier..... | |
| 3.2.2 | Accès et périmètre des chantiers..... | |
| 3.2.3 | Constat avant travaux..... | |
| 3.3 | METHODES DE DECONSTRUCTION..... | |
| 3.3.1 | Méthodologie..... | |
| 3.3.2 | Etendue des travaux..... | |
| 3.3.3 | Récupération de matériels et matériaux..... | |
| 3.4 | LEGISLATION - DECHETS..... | |
| 3.4.1 | Les déchets dangereux..... | |
| 3.4.2 | Les déchets inertes..... | |
| 3.4.3 | Les déchets banals..... | |
| 3.4.4 | Dépose et évacuation des ouvrages contenant de l'amiante..... | |
| 3.4.5 | Evacuation des gravats autres que ceux contenant de l'amiante..... | |
| 3.4.6 | Transports et traitement des déchets..... | |
| 3.4.7 | Pesage des déchets..... | |

4. LOT 02 DESAMANTAGE.....

| | | |
|-------|--|--|
| 4.1 | EXECUTION DES TRAVAUX..... | |
| 4.1 | Etendue des travaux..... | |
| 4.2 | Diagnostics amiante..... | |
| 4.2 | LEGISLATION DECHETS | |
| 4.2.1 | Déchets dangereux..... | |
| 4.3.2 | Dépose et évacuation de ouvrages contenant de l'amiante..... | |

5. LOT 00 : ANNEXE.....

| | | |
|-----|--------------|--|
| 5.1 | ANNEXES..... | |
|-----|--------------|--|

PREAMBULE

OBJET DU DOSSIER

Le présent marché a pour objet, des travaux de déconstruction du bâtiment C, situés rue d'Ypres à l'intersection avec la 1^{ère} Rue du Port de Wambrechies, 59118.

La déconstruction du bâtiment comprend les travaux de désamiantage, déconstruction des superstructures et infrastructures, l'évacuation, la revalorisation des matériaux et des déchets.

Le marché comprend deux lots :

- Lot 1 : Travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets.
- Lot 2 : Travaux de désamiantage.

Le lot 1 du marché est rémunéré par :

Marché de travaux pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies.

- Une part globale et forfaitaire correspondant aux travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets tels qu'ils sont décrits dans le CCTP et dans la décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF).
- Une part à prix unitaires sur la base de bons de commande. Cette part est destinée à rémunérer les prestations de dégazage et d'évacuation des cuves enterrées qui seraient découvertes au cours du chantier. La part à bons de commande ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de 15 000,00€ HT.

Le lot 2 du marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

Il est précisé que pour le lot 2, les candidats doivent donc disposer de l'ensemble des habilitations et certificats précisés à l'article 6.1 du présent règlement de consultation ou équivalent.

Les spécificités techniques des prestations sont précisées dans le présent CCTP.

DESIGNATION DES INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE :

PORTS DE LILLE – CCI HAUTS DE FRANCE
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59014 LILLE CEDEX

MAITRE D'ŒUVRE :

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par le service Aménagement de Ports de Lille.

Une seule entreprise est intervenante et en l'absence de co-activité, l'opération ne nécessite pas la présence d'un coordinateur SPS.

1. LOT 00 - DONNEES COMMUNES : PRESENTATION DU PROJET

1.1 DECOMPOSITION DE PHASE DE TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en deux lots.

Le phasage des travaux est défini selon le planning prévisionnel joint aux pièces du marché.

Un planning d'exécution du Titulaire sera proposé par l'entrepreneur au moment de la remise de son offre.

Les travaux seront réalisés sans interruption durant la durée des travaux.

A titre d'information, le bâtiment C n'est plus en exploitation : et le parking attenant sera libre d'usage au moment des travaux.

1.2 ALLOTISSEMENT

Le présent CCTP a pour objet de définir les conditions de réalisation des travaux de désamiantage, de déconstruction du bâtiment C, situé sur la concession portuaire du Port de WAMBRECHIES.

Le programme de travaux sera réalisé en deux lots :

LOT N°1 : Travaux de déconstruction des superstructures et infrastructures du bâtiment, évacuation et revalorisation des matériaux et des déchets

LOT N°2 : Travaux de désamiantage

1.3 DESCRIPTIF GENERAL

Les travaux permettront de libérer l'emprise située sur le Port de Wambrechies de toute construction (bureaux, ateliers).

Les travaux consistent au désamiantage et à la déconstruction de l'ouvrage ci-dessous (bâtiment C), ainsi qu'à la purge de toutes fondations, des réseaux et de tout ouvrage annexe jusqu'à une profondeur de -2,00m par rapport au plancher bas de rez-de-chaussée ou de sous-sol le cas échéant.

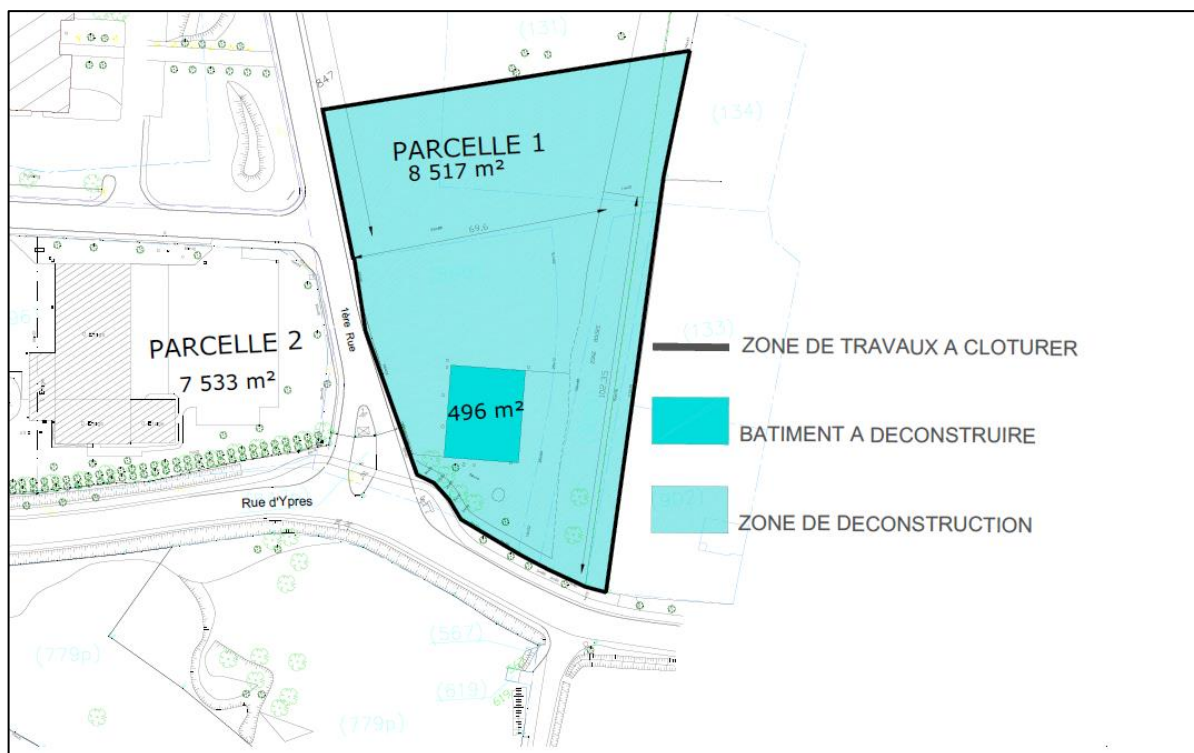
Ces travaux visent à libérer la parcelle d'un bâtiment délabré et vétuste qui permettra d'ouvrir à de nouvelles perspectives de développement.

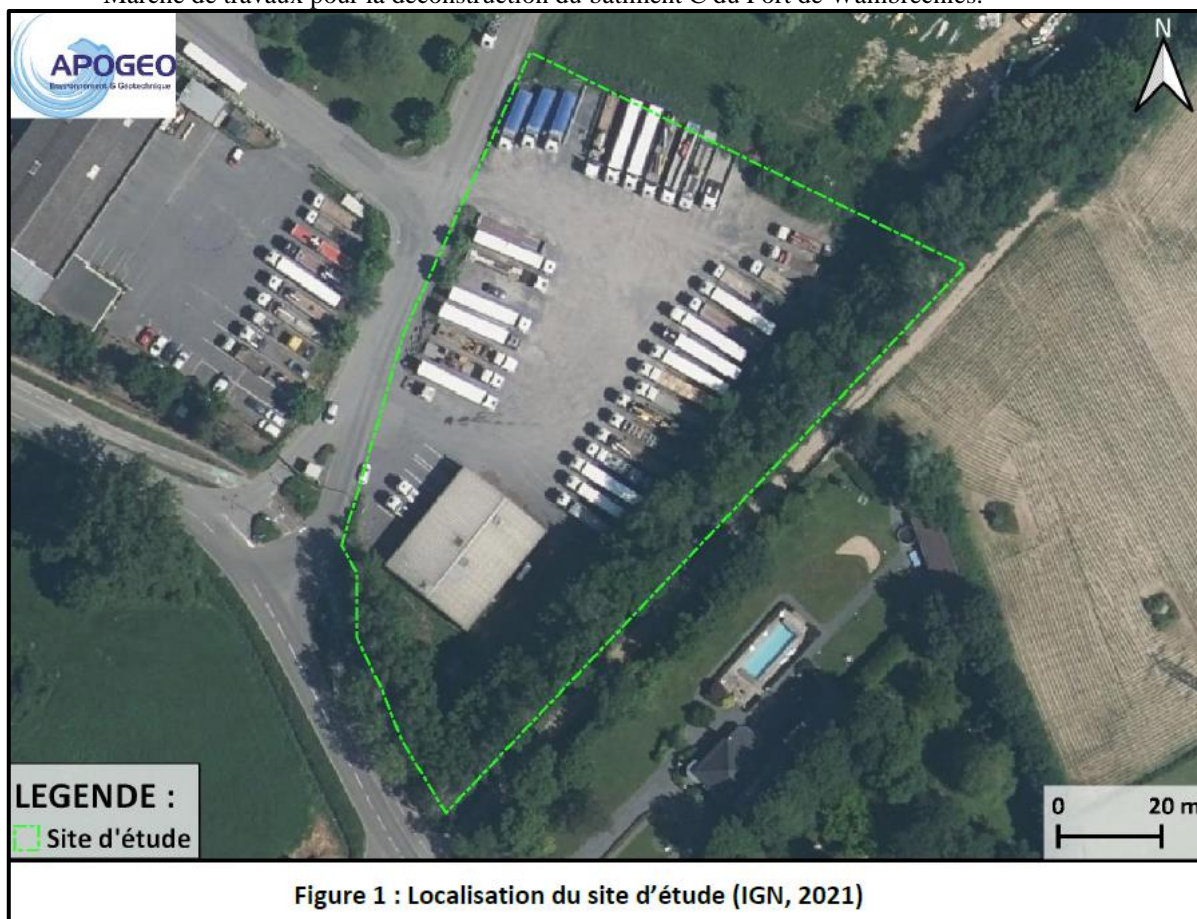
1.4 LE SITE

- Le bâtiment C est libre d'usage, il a accueilli une activité de transport routier LAMPE.

Les parcelles A895, A829, et partiellement A131 de la section cadastrale UPL ont abrité un bâtiment affecté à des bureaux et des zones de stockage de matériels non polluants (tels que des palettes, des matériaux de chantier inertes (plaques de béton, palettes bois, pièces pour PL,) depuis les années 1990 et des zones de stationnement de poids lourds pour une superficie totale de 8 517 m² (la parcelle est numérotée 1 selon le référencement interne à Ports de Lille). Le site correspondait à un champ puis à une friche végétalisée avant l'arrivée des activités de transport routier.

Il est à noter l'absence de revêtement des sols du parking poids-lourds et l'absence de réseau de récupération des eaux de pluie et de séparateur d'hydrocarbures. Néanmoins le sol de la partie Sud de la parcelle est imperméabilisé.





Le permis de déconstruction pour le bâtiment a été envoyé à la Ville de Wambrechies en date du 16 octobre 2024, pour une durée d'instruction de 3 mois, du fait de son implantation dans une zone archéologique. Le bâtiment est situé en zone classée UPL (zone portuaire et fluviale) sur le plan local d'urbanisme de Wambrechies.

2. LOT 00 - PRESCRIPTIONS

2.1 TEXTES REGLEMENTAIRES

2.1.1 REGLEMENTATION

L'ensemble des travaux sera obligatoirement effectué par des ouvriers spécialisés en respectant les règlements en vigueur. L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter tout accident ou incident à ses ouvriers ou à des tiers.

L'entrepreneur devra fournir, avec leur offre, une attestation d'assurance en Responsabilité Civile y compris pour "existants" couvrant tous les procédés, matériels et matières utilisés pour les travaux de déconstruction ou de modification, couvrant les entrepreneurs de tous les dommages corporels, matériels et immatériels et garantir au Maître de l'Ouvrage tous les recours qui pourraient être exercés contre lui du fait de l'inobservation des règlements et obligations imposés aux entrepreneurs.

2.1.2 RESPECT DES NORMES

Les travaux devront être exécutés suivant les normes, règlements en vigueur à la date d'établissement de l'Acte d'Engagement de l'entreprise et notamment sans que cette énumération soit limitative :

- Les arrêtés ou décrets ministériels concernant la sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP).
- Les normes AFNOR homologuées, les DTU, les Avis Techniques CSTB, les Cahiers du REEF, les Règles de l'Art, les documents techniques ou notices fournis par les constructeurs ou les fournisseurs.
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

- Le Code de la Santé Publique.
- Le Code de l'Environnement.
- Le Code du Travail.
- Les réglementations concernant la sécurité, l'amiante, HAP et le plomb.
- Tous les décrets, lois, arrêtés, règlements afférents à sa spécialité...
- Tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité des personnes sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier...

L'ensemble de la réglementation et des normes françaises et européennes homologuées concernées par les travaux est applicable et les entreprises sont réputées en connaître le contenu.

2.1.3 OUBLIS ET OMISSIONS

Les annexes et le présent C.C.T.P. se complètent réciproquement.

Les entrepreneurs ne pourront faire état, après la remise et la réception de leur offre, ni d'une discordance éventuelle non-signalée, ni d'erreurs ou d'omissions dans ce présent C.C.T.P.

Les travaux consécutifs à ces éventuelles discordances devront être réalisés par l'entreprise dont leurs spécialités relèvent, sous sa responsabilité et sans majoration de prix.

2.1.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

L'entrepreneur doit mettre en oeuvre toutes les précautions et mesures de sécurité, tant à l'égard des individus que sur les voies publiques et privées.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires et les éclairages de nuit s'ils s'avèrent nécessaires, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers des risques aux abords du site.

L'entreprise devra procéder à une évaluation des risques préalables à la réalisation de travaux pouvant comporter un contact direct ou indirect (par empoussièrement) avec les sols ou les eaux souterraines.

Cette évaluation s'appuiera sur les mesures de prévention afin de protéger la santé et la sécurité des travailleurs en conformité avec la réglementation en vigueur :

- Textes réglementaires : Loi n° 93-1418 et le décret n° 94-1159 concernant la coordination sécurité protection de la santé.
- Les décrets n°95-607 et n°95-608 concernant les travailleurs indépendants.
- L'ensemble des textes antérieurs aux lois ou décrets cités précédemment et toujours en vigueur (Décret 2008-244 du 07 mars 2008, Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail...).

2.2 ETAT SITES EXISTANTS

2.2.1 CONSTAT AVANT TRAVAUX

L'entrepreneur attributaire du lot 01 devra réaliser à sa charge, un constat d'huissier de l'état du site et leurs abords - avant le démarrage des travaux **et** après la réception des travaux - en présence du Maître d'Ouvrage.

2.2.2 PERIODE DE PREPARATION

Les délais relatifs à la période de préparation sont indiqués dans l'acte d'engagement. La période de préparation court à compter de la date de notification du marché conformément à l'acte d'engagement.

2.2.3 CONTRAINTES DES SITES

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de leur offre :

- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents fournis en annexes du DCE, pour la réalisation des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions et difficultés d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement informé de leur nature, leur importance, leur particularité, ainsi que toutes les sujétions qui peuvent résulter de leur exécution.

Marché de travaux pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies.

- Avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et la nature des terrains, aux difficultés géotechniques - difficultés de terrassement, tenue des fouilles, incidence de la variation de la nappe phréatique, présence de réseaux.

Ils sont donc réputés avoir établi leur offre en toute connaissance de cause et ne pourront prétendre en cours de travaux à toute modification du montant des travaux résultant de l'état des lieux.

Il appartiendra aux entreprises de compléter sous leur responsabilité les informations transmises dans le présent CCTP.

En plus d'une parfaite connaissance de la parcelle et du bâtiment C, l'entrepreneur devra considérer :

- Les propriétés voisines, privées ou publiques.
- Toutes les activités présentes au sein du Port de Wambrechies.

L'entrepreneur ne devra causer aucun préjudice qu'il ne puisse dédommager et éviter les émergences acoustiques fortes.

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics ...

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection ou de signalisation.

Les frais de remise en état feront partie intégrante du montant des prestations et sans plus-value.

En aucun cas, le Maître de l'Ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liées au chantier et survenus à des tiers.

L'entrepreneur devra prendre contact avec les services concernés (le plan de retrait amiante devra être transmis aux organismes (Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, Médecine du Travail, MOA, SPS) et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution des travaux de déconstruction.

L'entrepreneur devra tenir compte des règlements administratifs, notamment ceux qui résultent des règlements de police en vigueur, et relatives à la sécurité du public et la circulation.

Les zones de stockage de matériaux et déchets doivent se limiter à la parcelle définie dans le présent CCTP et ne pas s'étendre au-delà des clôtures existantes et complétées (Cf plan de zone de déconstruction).

Les horaires d'ouverture du Port de Wambrechies s'étendent du lundi au vendredi de 5h00 à 21h00 et le samedi de 4h30 à 13h.

Il est possible d'avoir des horaires décalées (du lundi au samedi) avec l'accord du Maître d'Ouvrage.

Pour prendre compte toutes les contraintes du site, une visite de site obligatoire (Cf Règlement de consultation pour les dates de visites programmées) et préalable au dépôt d'une offre. L'attestation de visite doit être jointe à l'offre du candidat.

Le poste de transformation électrique présent près de l'emprise du Port de Wambrechies (Annexe 3 - ENEDIS - Récépissé DT), les compteurs d'eau, les poteaux et les poteaux d'éclairage public sur le port de Wambrechies sont à conserver en l'état et tous les frais engagés en cas de dégradations seront à la charge de l'entrepreneur.

2.3 ORGANISATION DU CHANTIER

2.3.1 CONTROLE INTERNE

Il appartient à l'entreprise d'exercer un contrôle interne pendant l'exécution des travaux et de définir le programme des contrôles internes en précisant les procédures prévues pour le chantier.

Le contrôle interne doit être réalisé au niveau des stockages, des mises en œuvre, des essais, en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

2.3.2 RESPONSABILITES POUR VOLS - DEGRADATIONS

Il est ici formellement spécifié que l'entrepreneur sera entièrement responsable de son matériel et de l'avancée de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements, dégradations et détériorations.

2.3.3 COORDINATION

L'entreprise doit prendre connaissance de l'ensemble du projet, participer aux réunions de chantier sous peine de pénalités, afin de prévoir une synthèse de l'avancement avant l'exécution des travaux avec la maîtrise d'ouvrage.

2.3.4 PERSONNEL ET MAIN D'ŒUVRE

L'entrepreneur est tenu :

- De maintenir en tout temps un effectif suffisant sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- D'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillage, engins et moyens de toute sorte en nombre suffisant pour assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

2.3.5 PLAN DE RECOLLEMENT

L'entrepreneur remettra, dans les délais indiqués dans le C.C.A.P., un plan de recollement :

- Indiquer le positionnement des ouvrages rencontrés au cours de l'ouverture des tranchées, les points singuliers seront complétés par des vues en coupe.
- Représenter les plans généraux et de détails.
- Les plans des terrassements et les ouvrages et canalisations, les coupes et les élévations, notamment l'emplacement des zones remblayées.
- Indiquer toutes les informations nécessaires au futur gestionnaire tel que le diamètre des canalisations, et altimétries rencontrées.
- Les pièces contractuelles et, dans la mesure où leur connaissance est utile à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages, les pièces établies par l'entrepreneur dans le cadre des droits et obligations incombant contractuellement à chacun d'eux.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, les positions des canalisations/tuyauteries et les ouvrages rencontrés seront repérées par rapport à des points fixes voisins (les bordures ne sont pas considérées comme des points fixes).

Ce document final en plan reprendra l'ensemble des renseignements.

Il sera repéré et transcrit sous format DWG, rattaché en coordonnées et nivellement IGN soit par l'entreprise ou par un Géomètre Expert Agréé.

La présentation du document final comprendra une page de garde comportant :

- Le nom du Maître d'Ouvrage, de l'entreprise titulaire du marché travaux et de l'opération.
- l'échelle, la date d'exécution et les références de la personne ou organisme rédacteur.
- un exemplaire papier des plans et document final, au format A4, réparti en sous-dossiers par nature, le tout classé dans un classeur.
- Le dossier des ouvrages exécutés sera fourni en 2 exemplaires papier et 1 reproductible (clé USB...).

2.4 DEROULEMENT DES TRAVAUX

2.4.1 RDV DE CHANTIER - PERIODICITE - CR

Il est prévu un rendez-vous de chantier hebdomadaire, dont le jour sera à déterminer avec le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise est tenue d'y assister pendant toute la durée du rendez-vous ou de s'y faire représenter par un délégué mandaté pour prendre les décisions utiles au déroulé du chantier.

Marché de travaux pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies.

Un exemplaire du P.V. de réunion sera diffusé par la Maîtrise d'Ouvrage à l'entreprise. Les constatations, ordre, instructions, accords consignés sur ces P.V. ont un caractère impératif et contractuel.

L'entreprise a un délai de 3 jours à compter de la diffusion pour faire part par écrit de son désaccord sur un ou plusieurs points des P.V., le P.V. suivant entérinera les termes du P.V. précédent.

Les conditions de paiement seront précisées dans le CCAP.

2.4.2 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du présent marché prendra possession du terrain dans son état actuel.

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services concernés (référence au plan de retrait amiante).

Il est rappelé à l'entrepreneur qu'il ne pourra commencer les travaux de déconstruction qu'après s'être assuré que :

- les branchements des concessionnaires gaz, eau, téléphone (...) ont bien été mis hors service.
- les comptages, propriétés des concessionnaires, ont été récupérés par leur propriétaire.

L'attestation de consignation électrique du bâtiment C sera délivrée aux titulaires dès finalisation du dossier auprès d'Enedis.

2.4.3 ACCES DES RIVERAINS

Les travaux devront être exécutés en conservant un accès permanent pour piétons, véhicules, Poids Lourds et en préservant au maximum les moyens d'approvisionnement et de fonctionnement des sociétés riveraines. Toutes les précautions devront être prises pour assurer en toute sécurité les accès, notamment par la pose de barrières, de ponts ou passages - piétons.

Tout accident dû à un défaut de signalisation ou de protection des piétons et des véhicules, relèvera de la responsabilité de l'entrepreneur.

2.4.4 VEGETATION

L'ensemble des aménagements paysagers existants, arbres, broussailles, haies, taillis, souches seront strictement préservés et maintenus sur la parcelle.

Toute destruction, abattage, essouchement des aménagements paysagers, arbres, broussailles, haies, taillis strictement justifiés dans le cadre des travaux seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

2.4.5 TENUE DU CHANTIER

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre. Cela s'entend pour les zones de travail et de stockage des matériaux, ainsi que pour les zones de cantonnement et les zones de cheminement.

L'entreprise est responsable de l'enlèvement et de l'évacuation de ses gravois.

En cas de non-respect de l'obligation de nettoyage, le Maître d'Ouvrage pourra, sans préavis, solliciter l'intervention d'une entreprise spécialisée aux frais des entreprises défaillantes.

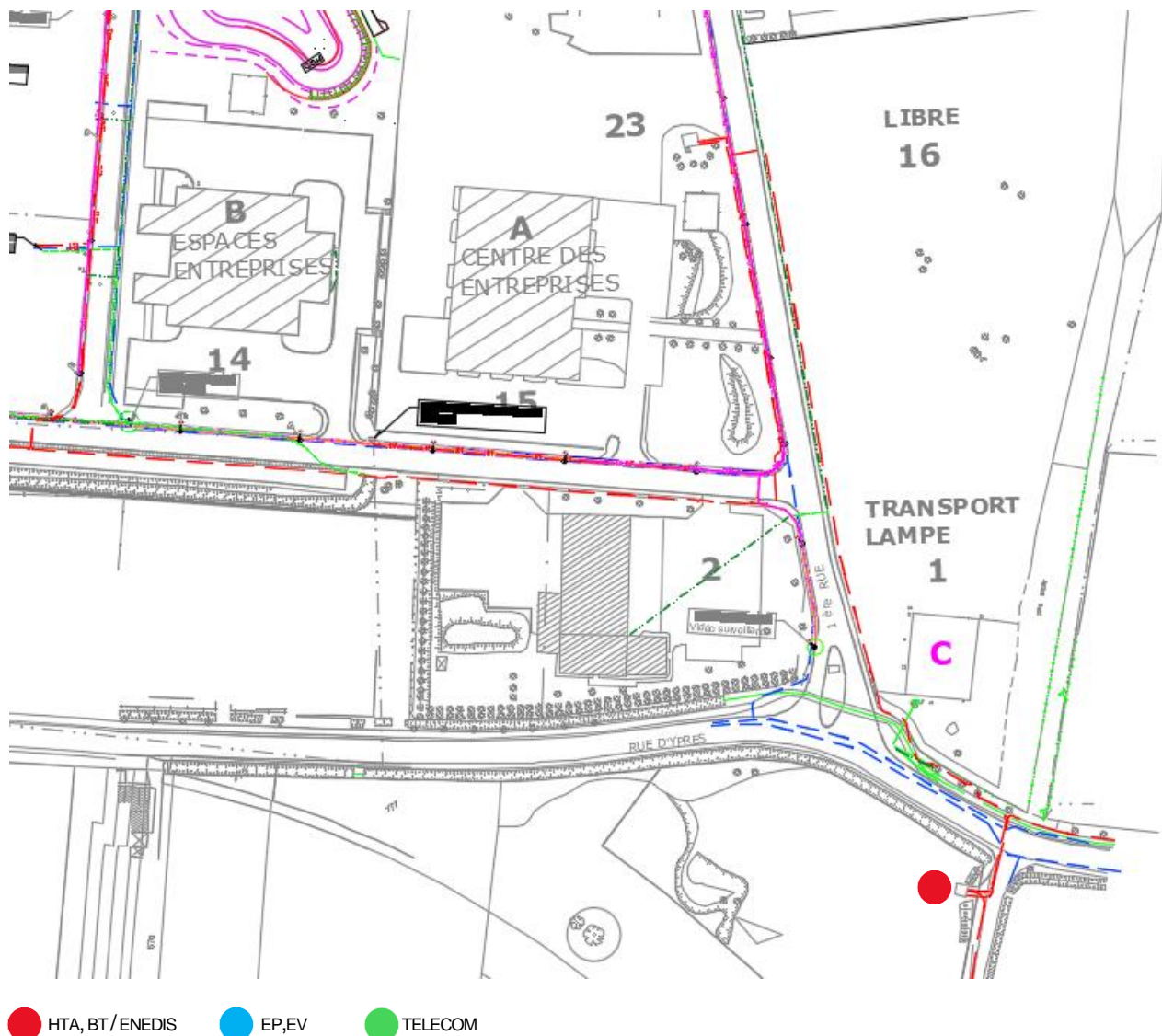
2.4.6 PROTECTION DES OUVRAGES ET PLANTATIONS

D'une façon générale, les travaux devront être exécutés en prenant toutes les précautions pour ne pas endommager les ouvrages adjacents (bâtiments, enrobés, végétation...) lors de la circulation des engins mécaniques, la manutention ou le dépôt des matériaux.

En tout état de cause, l'Entrepreneur demeurera responsable des dégâts causés par l'exécution de ses travaux.

2.5 CABLES, CANALISATIONS ET OUVRAGES SOUTERRAINS

2.5.1 RESEAUX EXISTANTS – CONCESSIONNAIRES ET PROPRIETAIRES DE RESEAUX



L'entrepreneur devra prévenir les Services Publics ou concessionnaires de son intervention par des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les déclarations de travaux (DT) ont été effectuées sous le numéro 2024022303361D_DT auprès des concessionnaires et les récépissés de retour sont joints aux pièces du marché :

- Annexe 2 – CCI – Récépissé DT
- Annexe 3 – ENEDIS - Récépissé DT
- Annexe 4 – ORANGE - Récépissé DT
- Annexe 5 – RTE - Récépissé DT
- Annexe 6 – Eau MEL IleO – Récépissé DT

La liste exhaustive ci-après, définit les sociétés à contacter :

| Désignation | Coordonnées |
|-------------|-------------|
|-------------|-------------|

| | |
|---|---|
| Eau de la Métropole Européenne de Lille | TSA 70011 69134 Dardilly Cedex |
| Enedis – DRNPDC – AREX DT-DICT | 3 Rue Urbain Cassan 62300 Lens |
| Orange – F4 Nord Pas de Calais | TSA 70011 69134 Dardilly Cedex |
| RTE GMR Flandre Hainaut | 41 Rue Ernest Macarez 59300 Valenciennes |

Ayant pris parfaitement connaissance des réseaux présents sur la parcelle, l'entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit du fait de la présence de réseaux rencontrés.

Durant les travaux, l'entrepreneur devra retirer tous les réseaux à partir de leur dérivation alimentant les parties démolies.

Dans le cas où l'entrepreneur découvre des réseaux qui alimentent les propriétés voisines, il devra prévoir les déposes et/ou dévoiements de ces réseaux et prendre toutes les précautions pour ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés et conservés et en assurer la sauvegarde et protection.

Il devra également le balisage et la signalisation des lignes aériennes, câbles et canalisations conservés.

Toutes les dispositions seront menées pour le repérage des réseaux d'assainissement.

Dans le cas où des conduites ou autres ouvrages enterrés contenant de l'amiante seraient trouvés sur les sites, l'entrepreneur devra en alerter le maître d'ouvrage afin d'assurer le traitement et l'évacuation conformément à la législation en vigueur.

2.5.2 CABLES ELECTRIQUES – CONDUCTEURS SOUTERRAINS

En cas de rencontre d'un conducteur électrique dans la fouille, l'entrepreneur prendra toutes les précautions pour qu'il n'y soit apporté aucun trouble ; en particulier, l'usage du feu ou une forte source de chaleur à proximité est interdit.

Il en avisera en même temps, le service compétent et le Maître d'Ouvrage afin que des mesures adaptées soient mises en œuvre pour la poursuite du travail en toute sécurité.

2.5.3 CABLES DE TELECOMMUNICATION

En cas de dommages causés accidentellement à un câble de télécommunication, même une simple perforation par outil pointu, l'entrepreneur préviendra immédiatement le service, même la nuit et les jours non ouvrables. La perforation sera aussitôt obturée avec une toile adhésive (type chatterton...) pour éviter une aggravation du dommage par pénétration d'humidité dans l'âme du câble, et de ce fait, une augmentation des frais de réparation dont le remboursement sera réclamé dans tous les cas à l'entrepreneur responsable.

Si des troubles de toute nature ou des avaries résultant des travaux d'établissement ou d'entretien des installations autorisées se révélaient ultérieurement sur les câbles souterrains de télécommunication, l'entrepreneur serait tenu de rembourser aux concessionnaires les dépenses pour la réparation des câbles (matériel, main d'oeuvre, transport).

Si des canalisations ou ouvrages sont installés à proximité des câbles de télécommunication sans préavis, ou avant l'arrivée de l'agent du service, le concessionnaire pourra exiger la réouverture des fouilles aux endroits jugés litigieux.

Ces travaux de réouverture, la pose de protections supplémentaires ou le déplacement des installations ne répondant pas aux prescriptions réglementaires, seront effectués aux frais de l'entrepreneur.

2.5.4 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CANALISATIONS DE GAZ

L'entrepreneur prendra toutes les précautions en vue d'assurer la sauvegarde des canalisations de gaz, ainsi que la sécurité des riverains.

Il sera responsable des dégâts occasionnés par ses travaux et après leur exécution, ainsi que des perturbations qui pourraient découler sur la distribution.

En ce qui concerne le déplacement ou les modifications de certaines canalisations, l'entrepreneur devra informer dix jours avant le début du chantier, le concessionnaire concerné.

En cas d'incident pendant les travaux, l'entrepreneur devra prévenir immédiatement le service du concessionnaire concerné.

En ce qui concerne les branchements d'abonnés, les travaux devront être conduits de façon à éviter leur dégradation.

2.5.5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CANALISATIONS D'EAU POTABLE

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions en vue d'assurer la sauvegarde des canalisations d'eau potable.

Il sera responsable des dégâts occasionnés par les travaux et après leur exécution, ainsi que des perturbations qui pourraient en découler.

En ce qui concerne un éventuel déplacement ou les modifications de certaines canalisations, l'entrepreneur devra informer dix jours avant le début du chantier, le centre d'exploitation intéressé.

En cas d'avarie sur les installations de distribution d'eau, l'entrepreneur devra avertir immédiatement le centre responsable du réseau.

2.5.6 DECONSTRUCTION D'OUVRAGES RENCONTRES DANS LES FOUILLES

Au cours du terrassement, l'entrepreneur peut être amené à démolir des ouvrages enterrés (cuve, maçonneries, fondations, canalisations...). Avant de procéder à leur enlèvement, il doit s'assurer de leur non-usage et prévenir le Maître d'Ouvrage en cas de découverte fortuite.

2.5.7 COUPURE DES BRANCHEMENTS

Les réseaux d'assainissement existants resteront en fonctionnement pendant toute la durée de chantier.

Avant le démarrage du chantier de déconstruction, l'entreprise devra s'assurer auprès des administrations, concessionnaires que tous les branchements sont coupés. Dans le cas contraire, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes les dispositions aux démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement téléphone ou autres.

Les frais de coupure et de débranchement des réseaux seront à la charge de la MOA.

Concernant le ou les branchements à l'égout existant(s), l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour les déposer et les évacuer.

2.5.8 COUVERTURES ET PROTECTION DES RESEAUX

Les collecteurs existants seront protégés par un cavalier de remblai d'au moins 70 centimètres d'épaisseur recouvrant le dôme de la génératrice supérieure. L'Entrepreneur prendra les précautions nécessaires à leur franchissement et devra éventuellement réaliser un remblaiement supplémentaire en grave tout venant 0/40.

L'Entrepreneur procédera à la déconstruction et à l'évacuation dans une décharge acceptée par le Maître d'Ouvrage, et à ses frais, de ces protections après réalisation des travaux de terrassements.

Il est rappelé que ces travaux sont à effectuer sous contrôle des différents concessionnaires des réseaux existants.

L'entrepreneur sera tenu responsable de toutes détériorations en cours de travaux. Il devra reconstruire à ses frais les ouvrages détériorés si cela découle de son fait.

Ces diverses prestations sont réputées être intégrées par l'Entrepreneur dans le forfait de l'opération.

2.6 MODES D'EXECUTION DES TRAVAUX

2.6.1 NATURE DES TERRAINS RENCONTRES

L'entrepreneur exécutera ses travaux en tout terrain, y compris en rocher ou sols inconsistants.

L'entrepreneur tiendra compte de ces éléments pour l'établissement de son offre financière.

Les renseignements concernant l'état des lieux, en surface comme en sous-sol, contenus dans le DCE, ne constituent que des éléments d'information qu'il appartient à l'entrepreneur de compléter sous sa responsabilité.

Il lui incombe de se renseigner sur la nature des sols tant en ce qui concerne leur influence sur les travaux eux-mêmes que sur la nature ou la protection des conduites posées.

2.6.2 DISPOSITIONS DES OUVRAGES ET ESTIMATION S

Le descriptif des ouvrages est donné à titre indicatif. Il appartiendra au titulaire d'évaluer l'inventaire précis (cubatures des déblais/remblais, poids des différents matériaux) de la prestation à réaliser.

La définition des prestations figurant au présent CCTP ne saurait en aucun cas avoir un caractère limitatif. L'entreprise comprend la totalité des opérations nécessaires à la réalisation suivant les règles de l'art de l'opération décrite au présent document.

L'entrepreneur suppléera par sa connaissance professionnelle aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans, le présent CCTP et autres documents contractuels.

2.6.3 EXECUTION DES TRANCHEES

Les déblais seront exécutés au moyen d'engins mécaniques ou manuellement dans le cas de tranchées près d'ouvrages existants.

L'Entrepreneur devra suivre les recommandations sur les mesures de sécurité à prendre lors de l'exécution des fouilles. Les fouilles seront descendues verticalement.

Le fond de fouille aura un profil régulier et purgé de tout élément de nature à détériorer les canalisations, en particulier, le fond de fouille ne sera pas surcreusé, ou dans le cas contraire sera remis dans son état initial par tout moyen approprié.

L'Entrepreneur soutiendra les canalisations et branchements en service. Il sera entièrement responsable des détériorations produites à ces conduites.

Les déblais en excès et les déblais de mauvaise qualité non réemployables en remblais seront évacués en décharge.

Le tri des déblais, leur réemploi, la mise en dépôt provisoire ou définitive, les transports et les reprises sont des sujétions de l'entreprise et ne pourront en aucune manière justifier une réclamation de l'entreprise.

L'Entrepreneur exécutera tous les travaux y compris l'assèchement des fouilles.

Il sera seul responsable des éboulements qui pourraient se produire quelle qu'en soit la cause et de tous les dommages pouvant en résulter.

Les maçonneries et autres obstacles rencontrés seront démolis jusqu'à une profondeur de 2 m sous le niveau du terrain actuel.

Le vide provenant des déconstructions de maçonneries sera comblé par de la terre bien pilonnée et noyée.

3. LOT 01 TRAVAUX DE DECONSTRUCTION DES SUPERSTRUCTURES ET INFRASTRUCTURES DU BATIMENT, EVACUATION ET REVALORISATION DES MATERIAUX ET DES DECHETS

3.1 DIAGNOSTICS PREALABLES

3.1.1 DIAGNOSTIC TERMITES

Sans objet.

3.1.3 DIAGNOSTIC PLOMB (CREP)

Le diagnostic plomb a été réalisé étant donné l'année de construction des bâtiments antérieure au 1^{er} janvier 1949. Le diagnostic a été réalisé par Id Diag, joint en annexe dans le présent marché :

- Annexe 8 - Rapport plomb avant démolition

Le rapport fait état de l'absence de plomb dans les matériaux du bâtiment, pour les parties visées par la réglementation.

Récapitulatif du diagnostic plomb sur le site :

| Désignation | Diagnostic plomb | Surface en m ² |
|-------------|------------------|---------------------------------------|
| Bâtiment C | Néant | Parcelle : 8 517 Bâtiment : 606 m2 |
| Parking | Non concerné | 4 507 |

3.2 CONDITION D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.2.1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de l'ensemble des locaux d'accueil nécessaires (vestiaires, réfectoires, sanitaires...), conformément au décret du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995 ainsi qu'au décret du 1er octobre 1987 sera dû par l'entreprise titulaire du lot 01.

Pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et les dépôts provisoires de matériaux, l'entrepreneur disposera uniquement des terrains faisant partie des parcelles décrites dans le présent CCTP (Cf plan de zone de déconstruction).

Tous les frais d'installations provisoires nécessaires tels que :

- Les branchements provisoires en eau, électricité ainsi qu'à l'égout,
- Les installations intérieures de distribution d'électricité et d'éclairage,
- La location et le repli du matériel seront à la charge l'entrepreneur.

Un panneau de chantier de dimension 3,00m x 2,40m sera solidement disposé à l'entrée du site et les renseignements mentionnés seront soumis à validation du Maître d'Ouvrage.

Le port du casque est obligatoire et sera à mentionner sur des panneaux en nombre suffisant à l'intérieur et sur la clôture du chantier.

L'entrepreneur devra prévoir et délimiter des chemins de circulation et des emplacements de stockage éventuels pour les manutentions manuelles, avec l'accord du Maître d'Ouvrage.

Les produits concassés devront être stockés sur la zone même de la déconstruction en un tas bien délimité, le reste des zones de déconstruction devra rester propre de tous gravats et balayé soigneusement en fin de chantier.

L'entrepreneur déterminera, en accord avec le Maître d'Ouvrage, les terrains nécessaires pour l'installation de chantier, le stationnement du matériel et le dépôt provisoire des matériaux dans le PIC (plan installation de chantier).

L'Entrepreneur devra présenter un projet d'installation de chantier cohérent à l'approbation du Maître d'Ouvrage dans le délai de 10 jours suivant la date de notification de l'attribution du marché qui actera le démarrage de la période de préparation des travaux.

L'Entrepreneur devra procéder au nettoyage journalier des zones de travail du présent marché afin d'assurer le bon respect et la propreté des travaux dans le site portuaire et urbain.

Dans un délai de dix jours à dater de la réception de ses travaux, l'Entrepreneur devra procéder au nettoyage des lieux des chantiers et à l'enlèvement du matériel et tous les matériaux excédentaires.

3.2.2 ACCES ET PERIMETRE DU CHANTIER

L'entrepreneur s'assurera de la fermeture totale du site, en complément des clôtures existantes (végétales et arbustives) qui seront maintenues sur site en l'état.

L'entrepreneur disposera des clôtures de chantier autour des parcelles, au fur et à mesure des déconstructions. Les clôtures de chantier seront constituées au minimum de panneaux grillagés de 2 m de hauteur sur plots béton et ne devront entraver ni la circulation, ni l'accès aux hangars, ni aux locaux des sociétés voisines.

L'entrepreneur devra prévoir de laisser ces clôtures sur les parcelles dont le contour est défini à l'Annexe 17 - Plan masse parcelle : après le repli de ses installations, la remise en état des sites et au départ de tous les entrepreneurs.

Ces clôtures :

- ne seront ni provisoires : l'entrepreneur doit prévoir la fourniture et la pose seulement (et ne pas les déposer à son départ du site).
- ni définitives dans le sens où leur dépose doit être facilitée pour le Maître d'Ouvrage, postérieurement à la réception.
- leur fiche technique et moyens de mise en œuvre devront être soumises à la validation de la Maîtrise d'Ouvrage.

Par ailleurs, un pare-gravats peut être posé le long des façades dès le début des travaux s'il s'avère nécessaire. Ils seront raidis et contreventés de manière efficace.

Le chantier sera strictement interdit au public et tous les moyens pour y parvenir, seront mis en œuvre, notamment la signalisation par des panneaux et une clôture de chantier.

L'accès se fera directement par la rue d'Ypres.

Le va et vient des camions devra apporter un gêne minime à la circulation piétonne et aux véhicules ainsi qu'aux accès.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures concernant le maintien de propreté des voies de circulation aux abords des chantiers. En cas de non-respect de cette clause, la Maîtrise d'Ouvrage pourra faire intervenir une balayeuse au frais de l'entreprise sans avertissement préalable.

3.2.3 CONSTAT AVANT TRAVAUX

L'entrepreneur titulaire du lot n°1 devra, avant le commencement de travaux, faire établir un constat d'huissier du site et leur environnement (réseaux, voiries, clôtures, bâtiments...) **et** après la réception des travaux en présence du Maître d'Ouvrage.

Des témoins peuvent être placés sur les éventuelles fissures et désordres existants au moment du constat.

A défaut de ce constat, tous les ouvrages et constructions existants seront réputés en parfait état et d'éventuels frais de remise en état, suite à des dégradations, seront imputables à l'entrepreneur.

L'entrepreneur assure l'éclairage et la clôture complètes de ses chantiers.

En règle générale, toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état des propriétés voisines seront observées.

3.3 METHODES DE DECONSTRUCTION

3.3.1 METHODOLOGIE

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. comprennent :

- les études nécessaires à la préparation et au déroulement des travaux de déconstruction.
- les opérations de pré-curage et de curage, y compris la gestion de toutes les typologies de déchets.
- la déconstruction par tous moyens nécessaires des ouvrages (bâtiment), y compris la gestion des déchets et leur mise en filière adaptée.
- les opérations de remise en état des sites après déconstruction.

- Les méthodes de déconstruction sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur.

Sont néanmoins interdits :

- l'emploi d'explosifs,
- l'utilisation de lances à eau ou thermiques.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de déconstruction devront rester dans le cadre de la réglementation.

L'entrepreneur devra, lors de ce choix, considérer son obligation d'assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public.
- la conservation des propriétés voisines bâties ou non bâties.
- la protection des ouvrages et constructions situés à proximité.
- et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

Lors de l'exécution et la durée des travaux de déconstruction, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tout effondrement même partiel.

Il devra veiller à ne pas apporter de surcharges anormales sur les ouvrages existants et garantir la stabilité par tout moyen approprié.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires de sécurité et de soutien de la structure pendant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, pare-gravois ainsi que tous étalements, étréssillonnements qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra la condamnation des locaux comportant des ouvertures verticales ou horizontales donnant sur le vide à défaut d'obturation ou de mise en place de dispositifs garde-corps autour de celles-ci.

Il devra également prendre toutes les mesures pour éviter un empoussièrément important aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles.

Tous les gravois, décombres et matériaux seront chargés et enlevés hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux sauf les matériaux suivants qui seront concassés (granulométrie 0/80) :

- Les gravats en provenance des bétons et des blocs d'agglomérés de béton sains.
- Les remblais sains des plateformes des bâtiments.

Le réemploi de ces matériaux sera favorisé par l'Entrepreneur ; ils peuvent être utilisés pour remblayer le terrain après le retrait de la dalle et des fondations du bâtiment et ils peuvent aussi être valorisés en fonction des quantités restantes.

Dans le cadre des travaux de déconstruction, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Conserver la nature et la répartition des terrains laissés en place (rebouchage en respectant l'ordre initial des couches).
- En cas de découverte inopinée de pollution (non détectée dans l'Annexe 9 jointe au dossier marché - Rapport pollution Amiante HAP enrobés) durant les travaux, l'Entrepreneur devra prévenir rapidement le maître d'ouvrage.
- En cas de retrait de réseaux enterrés détériorés et/ou de cuves, un contrôle de la qualité des terres attenantes sera effectué, ainsi que le nettoyage, le dégazage, le découpage, la neutralisation et l'évacuation si besoin (non compris dans l'offre).

En cas d'excavation de terres dans le cadre de la déconstruction, mise en œuvre de la méthodologie suivante :

- Tri des terres.
- Stockage sur site des plateformes de stockages provisoires dont les caractéristiques permettent d'éviter la pollution des terrains sous jacents, d'assurer une gestion des eaux pluviales et de limiter l'empoussièrement.
- Caractérisations physicochimiques et du potentiel de lixiviation des déblais.
- Evacuation vers des filières autorisées de stockage ou de traitement hors site.
- Garantir la traçabilité des mouvements de terres.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré sans les gravois ou matériaux de déconstruction.

Les engins de chantiers équipés d'un ou plusieurs moteurs à combustion interne ou équivalent, qui seront utilisés pour les travaux, devront satisfaire aux dispositions du Décret 69-180 et de l'arrêté du 11 avril 1972, du ministère de la Protection de l'Environnement quant à l'intensité des bruits aériens de ces engins.

L'Entrepreneur devra éviter les nuisances acoustiques en limitant les émergences fortes.

3.3.2 ETENDUE DES TRAVAUX

La technique de déconstruction et de l'évacuation des déchets devra respecter la méthode du tri sélectif en mettant à disposition des bacs ou bennes en quantités et volumes suffisants.

L'entreprise devra préciser dans son offre la destination finale des matériaux par nature, les modes de tri ou de traitement envisagés. Il devra suivre la méthodologie suivante :

- Dépose et évacuation des matériaux nature par nature (PVC, bois, métaux ferreux, métaux non ferreux, matériaux contenant de l'amiante, etc. ...).
- Déconstruction mécanique et tri sélectif des matériaux (recyclables et non recyclables).
- Evacuation des matériaux en fonction du tri (bordereau de suivi à fournir).
- Remblai avec compactage à l'aide de matériaux nobles d'apport (si un complément est nécessaire) ou de valorisation des matériaux sains du site (concassés) mis en œuvre par couche de 0,30 m jusqu'au niveau terrain naturel.
- Évacuations des encombrants laissées dans l'emprise des travaux.
- Balayage soigné des chaussées et des terre-pleins avoisinants en fin de travaux.
- Consignation des regards d'assainissement et de réseaux divers.

L'entrepreneur veillera à ce que les clôtures périphériques existantes soient conservées en l'état.

3.3.3 RECUPERATION DE MATERIELS ET MATERIAUX

Tous les matériaux issus des déconstructions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré (après remblais sur site).

La gestion de l'ensemble des terres excavées devra être réalisée selon la méthodologie présentée dans le présent CCTP.

3.4 LEGISLATION - DECHETS

Les orientations de la politique des déchets sont précisées par le Titre IV du Livre V du Code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et ont pour principaux objectifs :

- De prévenir ou de réduire la production et la nocivité des déchets, de la fabrication à la distribution des produits. (L-541-1)
- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume. (L-541-1)
- De valoriser les déchets par réemploi, recyclage et toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie (L-541-1).

A titre d'exemple, on pourra retenir le tri sélectif sur les Déchets Industriels Banals suivants, directement sur les chantiers : Cartons / Plastiques / Verres.

Les déchets suivants devront obligatoirement être triés sur les chantiers :

- Les déchets dangereux.
- Les déchets inertes.
- Les emballages.

3.4.1 LES DECHETS DANGEREUX

Les déchets pourront être réutilisés après décontamination ou envoyés dans une décharge de classe 1 ou les déchets dangereux vers un incinérateur.

Des traitements physico-chimiques peuvent être aussi envisagés.

Pour les déchets dangereux, des prescriptions sont à prendre avant leur transfert. Ces déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés avant chargement, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

3.4.2 LES DECHETS INERTES

Les déchets seront prioritairement et dans la mesure du possible réutilisés (avec tri et extraction du valorisable) ou recyclés. Ainsi, dans le cadre de son offre l'entrepreneur pourra proposer une démarche environnementale liée à l'emploi de matériaux recyclés pour les remblaiements, réfections...

Pour les autres cas, les déchets seront dirigés en décharge de classe 3.

3.4.3 LES DECHETS BANALS

Les déchets peuvent être envoyés en centre de tri ou être directement recyclés. L'entrepreneur pourra envisager aussi une valorisation énergétique ou une valorisation matière. S'il ne peut mettre en œuvre ces premières actions, alors les déchets seront envoyés soit vers une décharge de classe 2 soit vers un centre d'incinération (avec récupération d'énergie).

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier et leur élimination se fera après le tri.

L'entrepreneur devra fournir dans son mémoire technique (à joindre à l'appel d'offres) les filières qu'il envisage d'adopter après tri des matériaux.

Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux :

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret no 94-609 du 13 juillet 1994 codifié aux articles R543-66 et suivants du Code de l'Environnement). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres.

Emballages ayant contenu des produits dangereux :

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier :

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier :

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage.

Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

3.4.5 EVACUATIONS DES GRAVATS AUTRES QUE CEUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Tous les matériaux et produits toxiques devront être évacués selon la réglementation en vigueur (bordereau de suivi à fournir).

3.4.6 TRANSPORT ET TRAITEMENT DES DECHETS

L'ensemble des matériaux provenant des déconstructions pourra être évacué en décharge agréée dont la charge devra être conforme à la législation en vigueur (poids, gabarit) et le chargement sera protégé de manière à assurer durant le trajet une garantie totale contre toute perte de matériaux.

Déchets dangereux :

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire.
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation.
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Autres déchets :

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Les déchets inertes peuvent être utilisés pour le remblaiement de carrières ou autres.

Seuls les déchets inertes pourront être utilisés pour le remblaiement tels que déblais de terrassement et matériaux de déconstruction.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- La provenance des matériaux de remblaiement, leurs natures et caractéristiques, leur quantité et leur destination.
- Les moyens de transports utilisés.
- La conformité des matériaux utilisés à leur destination.

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du transport des matériaux issus de la déconstruction vers le centre de traitement. Il doit préciser à l'appui de son offre les modalités d'organisation du transport (moyens, fréquence d'évacuation, lieu de traitement...) des gravats et déchets par la route.

Il est rappelé que depuis le 1er juillet 2002 seuls les déchets ultimes sont admis en décharge.

Les déchets de chantier seront évacués à un lieu de décharge proposé par l'entreprise, et approuvés par le Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur proposera les voies d'élimination spécifiques et adaptées à chaque catégorie de déchets.

L'entrepreneur veillera au respect de la réglementation et à la gestion des déchets de chantier, leur tri et leur évacuation.

Le conditionnement, le transport et la mise en dépôt dans un centre agréé sont à la charge du titulaire et ces prestations seront exécutées conformément à la réglementation applicable au jour de la réalisation.

3.4.7 PESAGE DES DECHETS

Le candidat indique un prix à la tonne pour les déchets transportés et une quantité estimée de déchets au DPGF. Il devra pouvoir fournir au Maître d'Ouvrage les bons de pesée pour le contrôle du volume transporté.

Le candidat s'engage à transporter exclusivement les bennes de déchets issues du marché et à ne faire aucun mélange.

4. LOT 02 TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

4.1. ETENDUE DES TRAVAUX

- Les opérations de désamiantage du bâtiment, y compris la gestion des déchets et leur évacuation.
- Remise en état du site, dont balayage soigné dans l'emprise des travaux de désamiantage.
- L'entrepreneur devra transmettre le plan de retrait amiante aux organismes (Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, Médecine du Travail, MOA, SPS) et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution des travaux de déconstruction.
- Evacuation des déchets amiantés vers des filières adaptées de stockage hors du site (fournir les bordereaux de suivi). Dans le cas où des réseaux enterrés amiantés seraient découverts inopinément (indiquer un prix unitaire dans le BPU contenu dans la DPGF), il convient de prévenir le Maître d'Ouvrage rapidement avant toute intervention ou évacuation des conduites hors du site (tout élément de preuve du linéaire devra être fourni à la MOA).

4.2. DIAGNOSTIC AMIANTE

Les diagnostics amiante ont été réalisés du fait de l'année de construction du bâtiment est antérieure au 1^{er} juillet 1997.

Les diagnostics réalisés par Id Diag et Apogeo sont joint en annexe du présent marché :

- Annexe 9 – Rapport pollution Amiante HAP enrobés.
- Annexe 7 - Rapport amiante avant démolition.

Il a été repéré la présence d'amiante sur des plaques de faux-plafond, situés dans la douche du Rdc.

La dalle béton du bâtiment ne contient pas d'amiante.

Récapitulatif du diagnostic amiante et HAP sur le site :

| Désignation | Repérages amiante et HAP dans les bâtis et enrobés. | Surface en m² |
|-------------|---|---|
| Bâtiment C | Fibres d'amiante sur un prélèvement effectué sur le bâtiment : panneaux et plaques en faux plafonds, RDC, douche. Il n'a pas été repéré d'amiante dans la dalle béton à l'intérieur du bâtiment. | Parcelle : 8 517 Bâtiment : 606 m2 |
| Parking | Il a été repéré des concentrations faibles de HAP sur les enrobés bitumeux des couches de voiries et l'absence d'amiante dans les granulats. | 4 507 |

Synthèse des résultats d'analyses des sols et des enrobés, par Apogeo.

- Annexe 9 - Rapport Pollution Amiante HAP enrobés

Page 7 : Les résultats d'analyses rendent compte de l'absence de pollution dans les remblais et le terrain naturel malgré une concentration supérieure au seuil d'acceptation en ISDI pour les HCT dans les remblais du sondage S2. Ce dépassement est toutefois contenu et les HCT sont présents à l'état de traces dans le terrain naturel. Cette teneur en HCT n'est pas représentative d'une pollution.

Concernant le reste des paramètres analysés, les concentrations en métaux lourds sont conformes au bruit de fond pédo-géochimiques et les teneurs en composés organiques sont indétectables ou présents à l'état de traces. Les résultats d'analyses pratiqués sur les deux échantillons d'enrobés rendent compte de concentrations en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) inférieures aux limites de quantification du laboratoire sur l'ensemble des échantillons.

Les résultats d'analyses mettent en évidence l'absence d'amiante dans le granulat et liant hydrocarboné pour les deux échantillons d'enrobés.

Les enrobés sont donc compatibles avec un recyclage à froid ou à chaud ou une élimination en ISDI.

Page 15 : Aucun indice organoleptique n'a été rencontré lors des investigations à l'exception de quelques traces noirâtres dans le terrain naturel issus des sondages S2 et S4. Ces traces noirâtres sont accompagnées d'une légère odeur, odeur indéterminée (probablement organique), au droit du S2. La mesure au détecteur à photo-ionisation a révélé l'absence de composés volatils (0 ppm).

Page 24 : Les résultats d'analyses pratiqués sur les sols rendent compte :

- De l'absence de dépassements du bruit de fond pédo-géochimique dans les remblais et le terrain naturel sous-jacent. De plus, les concentrations mesurées pour l'arsenic, le cadmium, le mercure et le plomb sont inférieures aux valeurs de vigilance définies pour ces quatre métaux par le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP)⁴. Concernant les métaux lourds sur éluat, aucun dépassement des critères d'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) n'est observé dans les remblais ;
- De la présence d'hydrocarbures totaux (HCT) à l'état de traces ou à des concentrations inférieures aux critères d'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) pour l'ensemble des sondages à l'exception des remblais issus du sondage S2 au droit duquel un léger dépassement a été observé (668 mg/kg pour un critère d'acceptation en ISDI défini à 500 mg/kg) ;
- De la présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) à l'état de traces ou à des teneurs inférieures aux critères d'acceptation en ISDI pour l'ensemble des sondages. Les concentrations sont de manière générale plus importantes dans les remblais que dans le terrain naturel sous-jacent ;

Marché de travaux pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies.

- De la présence à l'état de traces des solvants aromatiques (BTEX) dans les remblais issus des sondages S1, S2 et S5. Concernant le reste des échantillons et des sondages, les BTEX sont indétectables ;
- De l'absence de polychlorobiphényles (PCB) et de solvants chlorés (COHV) sur l'ensemble des sondages. En effet, les teneurs pour ces composés sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire ;
- D'un dépassement des critères d'acceptation en ISDI pour les fluorures dans les remblais issus du sondage S2.

Interprétation des résultats d'analyses sur les sols :

Les résultats d'analyses rendent compte de l'absence de pollution dans les remblais et le terrain naturel malgré une concentration supérieure au seuil d'acceptation en ISDI pour les HCT dans les remblais du sondage S2. Ce dépassement est toutefois contenu et les HCT sont présents à l'état de traces dans le terrain naturel. Cette teneur en HCT n'est pas représentative d'une pollution.

Concernant le reste des paramètres analysés, les concentrations en métaux lourds sont conformes au bruit de fond pédo-géochimiques et les teneurs en composés organiques sont indétectables ou présents à l'état de traces.

Interprétation des résultats d'analyses sur les enrobés

Les résultats d'analyses pratiqués sur les deux échantillons d'enrobés rendent compte de concentrations en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) inférieures aux limites de quantification du laboratoire sur l'ensemble des échantillons.

Les résultats d'analyses mettent en évidence l'absence d'amiante dans le granulat et liant hydrocarboné pour les deux échantillons d'enrobés.

Les enrobés sont donc compatibles avec un recyclage à froid ou à chaud ou une élimination en ISDI.

La possibilité d'avoir des conduits en amiante ciment au niveau des réseaux souterrains donc sous le bâtiment et au niveau des voiries sera à lever lors de l'exécution des travaux.

4.3 LEGISLATION - DECHETS

Les orientations de la politique des déchets sont précisées par le Titre IV du Livre V du Code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et ont pour principaux objectifs :

- De prévenir ou de réduire la production et la nocivité des déchets, de la fabrication à la distribution des produits. (L-541-1)
- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume. (L-541-1)

Les déchets suivants devront obligatoirement être triés sur les chantiers :

- Les déchets dangereux.
- Les emballages.

4.3.1 LES DECHETS DANGEREUX

Les déchets pourront être réutilisés après décontamination ou envoyés dans une décharge de classe 1 ou les déchets dangereux vers un incinérateur.

Des traitements physico-chimiques peuvent être aussi envisagés.

Pour les déchets dangereux, des prescriptions sont à prendre avant leur transfert. Ces déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés avant chargement, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Emballages ayant contenu des produits dangereux :

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

Déchets dangereux :

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire.
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation.
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets amiantés » ou « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conformes au modèle administratif existant.

4.3.2 DEPOSE ET EVACUATION DES OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE

Conformément aux dispositions de l'arrêté au 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant déconstruction, une mission de repérage amiante a été confiée à Id Diag, décrite à l'Article 3.1.2 du présent CCTP.

Les diagnostics avant déconstruction reprennent l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les bâtiments, hors réseaux enterrés.

Des actions particulières sont à entreprendre pour les produits contenant de l'amiante : ils peuvent être dirigés vers des décharges de classe 1, 2 ou 3 une fois confinés dans des alvéoles spécifiques.

Tout producteur de déchets dangereux remettant ces déchets à un tiers doit émettre un bordereau de suivi de déchets dangereux (décret du 30 mai 2005 relatif au contrôle de circuit de traitement des déchets, entré en vigueur le 1er décembre 2005).

Le formulaire du bordereau est fixé par l'arrêté du 29 juillet 2005, il est disponible sur le site internet du ministère de l'écologie et du développement durable.

5. LOT 01 – ANNEXES

5.1 ANNEXES

Les annexes au présent CCTP sont :

- Annexe 1 - Photos
- Annexe 2 - CCI – Récépissé DT
- Annexe 3 - ENEDIS - Récépissé DT
- Annexe 4 - ORANGE - Récépissé DT
- Annexe 5 – RTE - Récépissé DT
- Annexe 6 – Eau MEL IleO - Récépissé DT
- Annexe 7 – Rapport amiante avant démolition
- Annexe 8 - Rapport plomb avant démolition
- Annexe 9 - Rapport Pollution Amiante HAP enrobés
- Annexe 10 – Plan commercial

Marché de travaux pour la déconstruction du bâtiment C du Port de Wambrechies.

- Annexe 11 - Plan commercial - dwg
- Annexe 12 - Plan découpe cadastre général 1
- Annexe 13 - Plan découpe cadastre parcelle
- Annexe 14 - Plan découpe cadastre général 2
- Annexe 15 - Plan découpe cadastre - dwg
- Annexe 16 - Plan cadastre vue aérienne - dwg
- Annexe 17 – Plan masse parcelle
- Annexe 18 - Plan masse - dwg
- Annexe 19 - Plan masse général
- Annexe 20 - Plan géomètre
- Annexe 21 – Plan des réseaux - dwg
- Annexe 22 – Plan topographique - dwg
- Annexe 23 – Plan RDC
- Annexe 24 – Plan 1^{er} étage
- Annexe 25 – Plans bâtiment C - dwg
- Annexe 26 – Photos intérieures
- Annexe 27 – Planning prévisionnel.

Le planning joint au DCE est prévisionnel et les dates qui y figurent restent purement indicatives. Elles seront décalées en fonction de la date effective de notification du marché

Fait àLe.....

Le Titulaire

Signature précédée de « Lu et approuvé »